



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2, quai de Verdun – 82 000 MONTAUBAN  
Tél 05 63 91 74 40  
[www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr)

MONTAUBAN, le 08/06/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**MO'UVE**

786 AV DE GASSERAS  
82000 Montauban

Références : 2023-0768  
Code AIOT : 0006802726

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement MO'UVE implanté 786 AV DE GASSERAS 82000 Montauban. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MO'UVE
- 786 AV DE GASSERAS 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mo'UVE, appartenant au groupe SECHE Environnement, a obtenu la délégation de service public pour l'exploitation de l'unité d'incinération des ordures ménagères (UIOM) de Montauban, à compter du 1er janvier 2021, pour une durée de 20 ans. L'unité d'incinération, qui a été construite en 1986, va être transformée en unité de valorisation énergétique (UVE) d'ici fin 2023. Celle-ci aura une capacité de traitement de 38 500 t de déchets/an.

L'inspection est réalisée sur la thématique de la surveillance dans l'environnement autour de l'incinérateur de déchets.

L'usine est située en périphérie de la zone urbanisée de Montauban, dans une zone à vocation industrielle ou artisanale. Elle est bordée au nord par le Tarn, à l'est par un champ, des abattoirs et un grossiste en viande, au sud par des terrains de sport et vestiaires, une maison d'habitation puis un garage et un site de travaux public. Enfin, à l'ouest, se trouve un site de production d'enrobés, un site accueillant des matériaux et déblais divers.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information	Proposition de délais
2	Modalités de surveillance	AP Complémentaire du 08/11/2021, article 10.2.1.3	/	Sans objet	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme de surveillance - Généralités	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article '30 (1ere partie)	/	Sans objet
3	Laboratoire pour le suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)	/	Sans objet
4	Transmission des résultats de la surveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur l'examen de la surveillance environnementale mise en place autour de l'incinérateur. Cette surveillance est menée conformément à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 et s'appuie largement sur le "guide de surveillance de l'impact sur l'environnement des émissions atmosphériques des installations d'incinération de déchets" (INERIS, 2013).

Elle a fait apparaître une non conformité réglementaire : l'exploitant doit se doter d'une procédure décrivant la surveillance environnementale réalisée, et a fait l'objet de 3 observations (cf. fiches ci-après).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Programme de surveillance - Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (1 <sup>ère</sup> partie)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation. L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux.  Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :

- avant la mise en service de l'installation (point zéro) ;
- dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ;
- après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

#### **Constats :**

La surveillance dans l'environnement autour de l'incinérateur est actuellement prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2021 (art. 10.2.1.3).

Une étude d'impact a été réalisée en juin 2003 (le service de contrôle a retrouvé dans ses archives une version de travail de cette étude). Elle comprend une modélisation de l'exposition de la population par inhalation directe et par ingestion en tenant compte du sens des vents dominants. Des cartes d'iso-concentrations au sol en percentile 98 pour différents paramètres (dioxines et métaux) et iso-dépôts surfaciques avaient été élaborés.

Cependant l'exploitant, qui a repris l'exploitation du site depuis le 1er janvier 2021, ne dispose pas de cette étude dans ses archives.

Observation n° 1 : Il convient de récupérer la version finalisée de cette étude auprès du maître d'ouvrage (SIRTOMAD) afin de prendre connaissance de l'historique du site et intégrer ces éléments dans les analyses et interprétation des données futures.

Le début de la surveillance environnementale date a priori de 2005. Cependant les rapports de contrôle semestriels ne présentent l'historique que depuis 2013. Le document explicitant le choix des 5 points n'a pas été retrouvé.

Observation n° 2 : il convient de demander au SIRTOMAD le document explicitant le choix des 5 points de suivi dans l'environnement.

Des travaux sont en cours pour remplacer l'UIOM par une UVE (Unité de Valorisation Énergétique) de nouvelle technologie qui va être mise en service au second semestre 2023. A cet effet, l'exploitant a transmis en 2021 au service de contrôle un dossier comportant une évaluation des risques sanitaires (ERS). Cette ERS comporte une modélisation de la dispersion atmosphérique tenant compte des nouvelles conditions de fonctionnement (nouvelles hauteur de cheminée et vitesse d'éjection des fumées) et des mesures en différents points dans l'environnement. Ces données constituent le nouvel état initial de l'environnement.

**Observations :** 2 observations - cf. ci-dessus

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### **N° 2 : Modalités de surveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/11/2021, article 10.2.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance environnementale

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit assurer une surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Dans ce but, des contrôles dans l'environnement sont périodiquement effectués aux points de retombées indiqués ci-après :

- lycée agricole de Montauban,
- abattoir de Montauban,
- école de Gasseras,

- collège Jean Jaurès.

Ces contrôles sont réalisés sur des périodes représentatives (minimum une semaine, avec prélèvement d'air ambiant continu et échantillonnage moyen quotidien) et portent sur la concentration moyenne quotidienne en poussières et en élément chlore, métaux, dioxines et furannes.

La fréquence des campagnes de mesures est au minimum semestrielle.

Les modalités du programme de surveillance sont définies dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette procédure fait l'objet d'une présentation aux membres de la Commission de suivi de site (CSS).

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe I-6 de l'AM du 2 février 1998. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport annuel prévu à l'article 10.4.3 et sont communiqués à la commission de suivi du site. Ils sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place une station météo ou dispose par ailleurs des données permettant un suivi permanent local et notamment, la mesure et l'enregistrement des paramètres suivants :

- vitesse et direction du vent
- températures
- précipitations

Les données sont consignées sur un registre.

#### **Constats :**

Des mesures sont réalisées sur les dioxines et furannes (dont ceux associés aux PCB), les poussières, le chlore et les métaux lourds au niveau de 5 points de suivi, lors de campagnes de prélèvements semestrielles. Les retombées atmosphériques sont collectées dans des flacons en verre sur une durée d'environ 30 jours.

Des graphiques et des tableaux reprenant l'historique des valeurs depuis 2013 sont présentés dans chaque rapport semestriel.

En l'absence de valeurs réglementaires, les résultats obtenus sont comparés à des valeurs guides. Les valeurs mesurées en dioxines-furannes correspondent à un environnement impacté par des activités anthropiques (valeurs mesurées entre 0,005 et 0,016 ng/m<sup>2</sup>/jour - source BRGM, 2011). S'agissant des métaux, les campagnes d'analyses n'ont pas fait apparaître de variations particulières (hormis quelques valeurs ponctuelles).

Les données météorologiques et en particulier les caractéristiques des vents dominants sont ceux de la station ATMO Occitanie située à 3,5 km à l'est du site.

L'exploitant ne dispose pas d'un document décrivant le plan de surveillance de l'environnement autour de l'incinérateur de déchets. Il convient de rédiger cette procédure et la transmettre au service de contrôle sous 1 mois.

Suite à la mise en place de la nouvelle UVE et des mesures réalisées en différents points autour du site (« point zéro »), il pourrait être envisagé de compléter le suivi environnemental par des

mesures sur d'autres matrices (ex : lichens, cultures...) pour compléter le suivi, à l'image de ce qui est fait sur d'autres installations de ce type.
<b>Observations :</b> Observation n° 3 : Il est demandé à l'exploitant de réfléchir à un complément du programme de surveillance environnemental et faire une proposition en ce sens au service de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites ( <b>pour l'absence de procédure décrivant le plan de surveillance</b> )
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Laboratoire pour le suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article 31 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe.
<b>Constats :</b> Les campagnes de mesure sont réalisées par un prestataire agréé.  Les 5 points de suivi sont identifiés sur un plan de situation et sont pris en photo dans les rapports semestriels.  L'exploitant transmet un bilan annuel d'exploitation aux membres de la commission de suivi des sites (CSS) auquel sont annexés les 2 rapports d'essais relatifs aux campagnes de mesures des retombées atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Transmission des résultats de la surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées  [...] Les résultats des analyses demandées aux articles 9, 26, 28, 29 et 30, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées : [...] - selon une fréquence fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et au moins une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 28, 29 et 30 [...] ;  Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.
<b>Constats :</b> Outre l'envoi du bilan annuel d'exploitation, l'exploitant informe systématiquement le service de contrôle en cas de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) et précise le plan d'actions mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet